

<https://www.ecoleemancipee.org/Contribution-l-ee-aux-debats-CDFN-13-et-14-sept-2021>



# Contribution l'ée aux débats

## CDFN 13 et 14 sept 2021

- FSU - CDFN - CDFN 2021-2022 - CDFN Septembre 2021 -



Date de mise en ligne : mercredi 15 septembre 2021

Date de parution : 13 octobre 2021

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

## Urgence climatique

**Un été meurtrier : températures caniculaires, dômes de chaleur qui s'éternisent et entraînent des incendies monstres en Europe, inondations catastrophiques en Belgique en juillet, records de chaleur au Canada, au Groenland et de froid en France, ouragans et inondations de l'autre côté de l'atlantique... Les conséquences du dérèglement climatique sont à présent visibles, concrètes, elles ont détruit des vies et frappé les esprits cet été. Le rapport du Giec du 9 août, dernier en date, ne peut pas être un rapport de plus, la rupture écologique doit devenir la priorité de nos préoccupations : par nos mobilisations, nos actions, nos revendications, faisons en sorte que la question écologique soit présente à tous les niveaux de pouvoir et impose des alternatives aux politiques capitalistes...**

La période estivale a été marquée par des catastrophes climatiques qui n'ont rien de « naturelles » : les gouvernements libéraux de tous bords ne mènent aucune politique susceptible d'inverser la tendance, ils privilégient des enjeux de court terme et traitent avec mépris les rapports scientifiques très alarmistes sur l'avenir de la planète. La traduction des propositions de la Convention citoyenne sur le climat en est l'illustration en France.

## Situation internationale

La débâcle des États-Unis et de ses alliés en Afghanistan clôt un cycle d'interventions militaires ouvert en 2001. Leur bilan est désastreux. Les guerres impérialistes, avec leurs cortèges de destructions, de massacres et de bombardements, souvent menées à coup de propagande sécuritaire ou humanitaire, aboutissent à la faillite des États et au discrédit de deux qui les initient. À la lumière des expériences de l'Irak, de la Libye et maintenant de l'Afghanistan, il est grand temps de s'opposer à l'intervention française au Sahel.

Ces derniers mois ont également été marqués par des reculs démocratiques inquiétants : le Coup d'État du 25 juillet en Tunisie sous des apparences constitutionnelles, marque un recul sur les acquis de la "révolution du Jasmin" de 2011. Le coup d'État militaire récent en Guinée ne peut être une solution à la crise démocratique que connaît le pays. À Hong Kong, la répression s'abat également sur les partisans de la démocratie et l'exil de près de 80 000 habitant.e.s se poursuit... Dans ces cas comme ailleurs, la FSU se tient au côté des peuples pour la défense de leurs droits fondamentaux et démocratiques.

De ce point de vue, en Afghanistan, le retour au pouvoir des Talibans, en lieu et place d'un régime fantoche miné par la corruption, inquiète. Il était hélas prévisible depuis les accords négociés à Doha en février 2020. Cela montre le peu de cas fait par les gouvernements occidentaux des droits humains et de ceux des femmes en particulier. L'accueil des Afghan.e.s, dont une partie cherche à fuir le nouveau régime doit être garanti sans condition. La politique de Macron et son gouvernement sur ce dossier, tant par la faiblesse des moyens d'évacuation engagés que ses déclarations xénophobes sur les flux migratoires, est indigne et fait le jeu de l'extrême droite. La FSU doit le dénoncer fortement et continuer de participer aux actions de soutien qui se mettent en place à travers le territoire et au niveau national.

## Autorité, répression, sanction

La situation sanitaire n'était pas réglée au début de l'été, contrairement à ce que le gouvernement avait claironné au sortir du 3ème confinement. C'est un fiasco de plus dans la gestion de cette crise, puisque la vaccination n'a pas été aussi massive qu'attendue. Macron fait donc des annonces fracassantes le 12 juillet : pass sanitaire obligatoire pour certains lieux, obligation vaccinale pour certaines professions (notamment les soignant-es), assortie de menaces sur l'emploi et les salaires. Et si cela ne suffisait pas, ces annonces sont l'occasion aussi pour Macron de « remettre le couvert » au sujet des réformes régressives, assurance chômage et retraites. Ce cocktail explosif (mesures liberticides et antisociales, attaques envers les salarié-es et le monde du travail) ne pouvait que déclencher la colère de la population, et alimenter le soupçon que la vaccination était avant tout une bonne affaire pour les Big Pharma et leurs actionnaires au détriment des populations. Si nous n'avons pas participé aux manifestations du samedi quand

elles se déroulaient sous l'égide de l'extrême-droite, quand elles éructaient des propos antisémites, et quand elles déroulaient des revendications essentiellement individualistes, au mépris de l'intérêt collectif, nous pensons néanmoins qu'elles sont révélatrices d'une crise de confiance et une crise politique qu'il nous faut appréhender. Nous ne pouvons que nous inquiéter de l'émergence de mouvements peu organisés, faits d'individus qui « s'informent » sur les réseaux sociaux et tombent dans le piège du complotisme : les idées d'extrême-droite prospèrent sur la colère ressentie, et la récupération politique va bon train chez les Patriotes notamment. Cette profonde défiance envers le gouvernement est aussi à mettre au passif du bilan de la politique autoritaire de Macron. Le mouvement syndical a tout intérêt à trouver le moyen de permettre l'expression de la colère populaire en proposant des initiatives sur ses bases et ses valeurs, pour construire l'opposition à la politique antisociale de ce gouvernement.

### Crise économique et sociale

Le gouvernement vante la reprise économique, mais les travailleurs et les travailleuses n'en seront pas les bénéficiaires. Les grandes entreprises du CAC 40 qui ont profité du plan de relance (aides sans contreparties), les multinationales qui engrangent des profits massifs (e-commerce, fraude et évasion fiscales), versent des dividendes indécentes, sans pour autant se gêner pour licencier, et en sortent gagnants ! Le « quoi qu'il en coûte » est une politique de soutien au capital : elle a versé des aides aux entreprises, pas aux salarié-es. Quant aux travailleurs et travailleuses, le gouvernement entend leur faire payer la crise !

Lors de son allocution du 12 juillet, Macron a justifié le retour de ses réformes régressives par la reprise économique actuelle du pays. Depuis, la communication autour de cette prétendue reprise est constante. Or, les chiffres publiés par l'Insee fin août placent le chômage à 8%, donc au même niveau qu'en 2019, ce qui n'est pas une avancée. S'il y a bien une reprise mécanique après l'effondrement lié au Covid, il n'y a pas vraiment d'embellie. En revanche, on entend de plus en plus la même petite musique : la France a une « dette abyssale » et il faut « travailler plus » ... Musique qui présage de nouvelles mesures régressives dès la rentrée 2022 (après les élections), notamment la réforme des retraites et un tour de vis austéritaire. Plus près de nous, dès le 1er octobre, la réforme de l'assurance chômage pénalisera plus d'un million de demandeurs et demandeuses d'emploi (qui perdront en moyenne 17 % (et jusqu'à 40 %) du montant de leur allocation). La politique conduite par ce gouvernement s'applique à la déconstruction de l'État social et des droits des salarié-es. Il garde son cap néolibéral des attaques contre les services publics et la protection sociale. Pour le mettre en échec, le mouvement social sera déterminant.

### Sur le plan sanitaire, porter des propositions pour s'en sortir

La question sanitaire, parce qu'elle revêt de forts enjeux de santé publique, doit irriguer nos actions : le syndicalisme doit avancer des propositions, les porter en positif. La vaccination est la meilleure solution actuellement disponible pour lutter contre la pandémie, il est donc nécessaire d'œuvrer à sa généralisation. Pour ce faire, et pour répondre à la défiance ambiante, nous devons avancer un positionnement clair sur ces questions :

" la fracture vaccinale est une fracture sociale : il faut permettre aux populations les plus éloignées de la vaccination d'y avoir accès. Cela suppose un travail de conviction, mené par des professionnels au sein des quartiers, dans les zones rurales excentrées. La campagne de vaccination des jeunes dans les lieux scolaires doit s'adresser aussi à leurs familles, l'école peut être le lieu pour remplir une telle mission.

" La fracture vaccinale est une fracture internationale : pour vaincre la pandémie, la réponse doit être mondiale. Or, les inégalités Nord/Sud sont patentées, et aucune solidarité internationale n'est à l'oeuvre. Avant toute chose, il faut se mobiliser pour gagner la levée des brevets, la réquisition de sites pour produire des vaccins et mettre en place une coopération en termes d'accès aux soins.

" La situation sanitaire ne se résume pas à la crise du Covid : l'état de l'hôpital public, la faiblesse des politiques de prévention, les déserts médicaux, les lobbys des labos... Il faut rompre avec ces logiques capitalistes qui génèrent de lourdes injustices, il nous faut des politiques de santé publique sur le long terme, pour l'ensemble de la population.

" La vaccination permet d'éviter les formes graves du Covid et de freiner sa transmission, elle assure donc la protection de la population. Mais elle doit résulter d'un travail de conviction auprès de la population, et ne pas conduire à la stigmatisation d'une partie des salarié-es, ni leur éviction. Les sanctions, le contrôle, la surveillance contenus dans le pass sanitaire ne sont pas acceptables : c'est une mesure liberticide supplémentaire de ce gouvernement, nous y sommes opposé-es.

### La rentrée scolaire et universitaire

Après 18 mois de fonctionnement en mode dégradé, les personnels ne sont pas sereins pour cette rentrée. Rien n'a été correctement prévu, ni au niveau scolaire, ni au niveau universitaire, ils-elles peuvent craindre légitimement une situation qui se détériore à court terme. Dans le supérieur, la ministre a annoncé une rentrée « normale » (pas de jauge, ni de pass pour les étudiant-es) : mais avec plus de 30 000 étudiant-es supplémentaires, qui s'ajoutent aux effectifs déjà délirants d'ordinaire, les conditions d'étude ne sont pas compatibles avec les exigences de la situation sanitaire. Les étudiant-es et les enseignant-es ont souffert d'une année passée entièrement en distanciel, c'est-à-dire pour certain-es dans un isolement et parfois un décrochage dramatiques. Cette rentrée « normale », combien de temps durera-t-elle ? Hormis la demande de prévoir la bascule éventuelle des examens « en distanciel », aucune préparation ni anticipation de la part de la ministre ...

Quant à Blanquer, il a publié fin juillet (très tardivement, donc) 4 niveaux de protocoles pour la rentrée, il a annoncé mi-août que le niveau 2 (niveau de protection incohérent face au niveau de circulation du virus) serait celui de la rentrée. Les fermetures de classes en primaire ont lieu dès la première semaine, qu'en sera-t-il dans un mois, faute de mesures pour améliorer l'aération et d'organisation de tests massifs et réguliers dans les écoles ? Le ministre prévoit pour le second degré un enseignement « hybride » pour assurer la prétendue « continuité pédagogique » : les personnels ne feront pas le travail en double, la FSU doit dénoncer ce dispositif et le combattre ! La FSU demande depuis des mois un plan d'urgence pour l'éducation : des aménagements de programmes pour répondre aux lacunes engendrées par la crise ces derniers mois, des moyens (recrutements massifs) pour baisser les effectifs et permettre de travailler autrement avec les élèves qui ont souffert des confinements, pour permettre aux élèves en décrochage de renouer avec l'école... Aucune demande de la FSU n'a été entendue : le dispositif « Devoirs faits », les heures supplémentaires imposées, ou encore l'enseignement hybride ne sont pas des réponses à la situation : ils vont dégrader les conditions de travail, et constituent un mépris supplémentaire pour la profession !

Au-delà de la situation sanitaire, ce sont les politiques éducatives qui inquiètent les collègues : les consignes relatives à l'évaluation, la caporalisation du métier, l'abandon de la politique d'éducation prioritaire, les INSPE et la « nouvelle » formation, l'effacement de la liberté pédagogique, ... l'ensemble conduisant à l'affaiblissement du service public d'éducation.

Les annonces de Macron à Marseille sont celles d'un candidat aux élections présidentielles qui assume une gestion managériale de l'école et veut piloter le service public d'éducation sur un mode autoritaire et libéral. Qui peut légitimement penser qu'un-e directeur ou une directrice qui choisirait les personnels puisse répondre à la crise du bâti marseillais ? Les plafonds qui s'effondrent ont comme réponse la fin du statut ? Les libéraux n'ont pas de limite...

Les conditions de l'inclusion scolaire sont de plus en plus dégradées, notamment en raison des effectifs très lourds, et pèsent sur les conditions d'enseignement de toutes et tous. Particulièrement maltraité-es par l'institution, précarisé-es avec des temps de travail incomplets, les AESH subissent une dégradation de leurs conditions de travail dans les PIAL avec des accompagnements en hausse, des affectations sur plusieurs établissements et des pressions inacceptables. La journée de mobilisation du 19 octobre doit être réussie. Les différents personnels sont visés par des attaques, qu'il s'agisse des psychologues, des personnels sociaux et de santé, partout les statuts et les missions sont menacés.

En lieu et place de moyens, d'une politique éducative qui permette l'accès du plus grand nombre aux apprentissages, Blanquer multiplie les polémiques et les insultes : la campagne sur la laïcité repose sur des discriminations implicites (et entre en résonance avec l'islamophobie latente dont témoigne ce gouvernement), la petite phrase sur les écrans plats et l'allocation de rentrée est une insulte envers les familles populaires. Quant au Grenelle, et à la revalorisation « historique » qu'il promettait, c'est un mensonge de plus. Blanquer est un ministre détesté par la profession, il faut exiger sa démission. Cela portera un coup à la politique éducative portée par ce gouvernement que la FSU dénonce et combat.

### Dynamiques et alliances

Les différentes initiatives de la fin d'été, universités d'été des partis politiques, associations ou mouvements sociaux comme à Nantes, ont regroupé un nombre important de participant-es, et cela en dépit de conditions sanitaires strictes : il s'agit bien d'une volonté retrouvée de débattre, d'échanger et surtout de travailler collectivement à la construction d'une dynamique pour s'opposer au pouvoir en place. Ce qui se dégage des échanges et des débats de ces diverses réunions va dans le même sens : face à la gravité de la situation, pour faire face aux crises (climatique, économique, démocratique, sociale...), pour faire échec au libéralisme et imposer des alternatives, il est nécessaire

de faire du commun, d'avancer ensemble, de faire front. C'est dans cet esprit que la FSU s'est engagée dans le collectif PJC, et qu'elle doit poursuivre son ancrage territorial en développant les collectifs locaux. Le colloque de l'IR-FSU sur le syndicalisme début juin, comme le livre « Le syndicalisme en commun » tracent des pistes pour relancer la dynamique syndicale et l'articuler avec le mouvement social. Le nécessaire travail de recomposition syndicale doit se saisir de cette réflexion pour se mettre en mouvement : la FSU peut être à l'initiative d'échanges réguliers avec Solidaires et la CGT pour faire avancer la réflexion autour de la réunification, elle doit aussi mener le débat au plus près des militant-es, dans les SD, pour que ce débat irrigue tous les niveaux de la fédération.

Sur le plan politique, la question électorale va peser inévitablement dans les débats cette année : faudrait-il se mettre en retrait pour préserver l'indépendance syndicale ? Nous pensons au contraire que la FSU doit s'engager dans tous les cadres collectifs et privilégier une démarche unitaire, y compris lorsqu'il s'agit d'alliances ponctuelles avec certaines composantes politiques. Le cadre du 12 juin à ce titre (réuni autour de l'appel à manifester contre les idées d'extrême-droite) est un cadre unitaire (associatif et syndical) indispensable pour lutter ensemble, notamment contre les attaques contre les libertés : la FSU y a toute sa place.

### Une rentrée sociale et combative

La crise sanitaire n'a pas empêché ce gouvernement de mener ses politiques régressives, bien au contraire : le syndicalisme de transformation sociale est aujourd'hui en ordre de bataille pour construire une opposition résolue à ce gouvernement et faire échec à ses projets. Des mobilisations sont d'ores et déjà prévues pour contrer les attaques envers la jeunesse en difficulté, le 30 septembre notamment, jour de l'application du code de la justice pénale des mineurs. Le 23 septembre dans l'éducation, le 1er octobre avec les retraité-es, le 5 octobre dans l'interpro, le 19 octobre avec les AESH : ces dates s'articulent et montrent la cohérence d'une orientation libérale et autoritaire qu'il faut combattre. La FSU est engagée dans ces mobilisations et mettra tout en oeuvre auprès des collègues pour en assurer la réussite. Ces initiatives ne doivent pas rester sans lendemains : le mouvement syndical doit rester à l'offensive, permettre l'expression des travailleurs et travailleuses et donner des perspectives d'action ultérieures. Les questions écologiques, celles de la défense des migrant-es, les attaques contre les libertés, les mobilisations féministes doivent requérir toute notre attention, et déboucher sur les mobilisations qui rassemblent le plus grand nombre. Construire un mouvement social fort permettra de lutter contre l'offensive libérale et contre la montée des idées d'extrême-droite : la responsabilité du syndicalisme est engagée.